



Commission économique pour l'Europe

Réunion des Parties à la Convention sur
l'évaluation de l'impact sur l'environnement
dans un contexte transfrontière

Neuvième session

Réunion des Parties à la Convention sur
l'évaluation de l'impact sur l'environnement
dans un contexte transfrontière agissant
comme réunion des Parties au Protocole relatif
à l'évaluation stratégique environnementale

Cinquième session

Genève, 12-15 décembre 2023
Points 3 c) et 8 c) de l'ordre du jour provisoire

**Questions en suspens : projets de décision de la Réunion
des Parties au Protocole****Adoption des décisions : décisions à adopter par la Réunion
des Parties au Protocole****Évaluation des impacts sur la santé dans le cadre
de l'évaluation stratégique environnementale****Note du Bureau***Résumé*

Le présent document d'information est consacré à l'évaluation des impacts sur la santé dans le cadre de l'évaluation stratégique environnementale et fait suite aux travaux réalisés au titre du plan de travail portant sur l'application de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale pour la période 2017-2020, que les Réunions des Parties se sont engagées, en 2020, à finaliser pour adoption à la prochaine session de la Réunion des Parties au Protocole (Genève, 12-15 décembre 2023)^a, sous réserve de la disponibilité des ressources.

Il est prévu que la Réunion des Parties examine le texte du présent document, se concerta à son sujet et envisage d'en prendre acte dans le projet de décision V/6.

^a ECE/MP.EIA/30-ECE/MP.EIA/SEA/13, par. 33.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Principes applicables à la prise en compte de la santé dans l'évaluation stratégique environnementale	4
A. Définition de la santé dans le cadre de l'évaluation stratégique environnementale.....	4
B. Prise en compte de la santé selon les différents contextes de l'évaluation stratégique environnementale.....	6
III. L'évaluation stratégique environnementale et la santé dans la pratique.....	8
A. Phase 1 : Comprendre l'objectif d'un plan ou d'un programme.....	8
B. Phase 2 : Réaliser une évaluation stratégique environnementale tenant compte de la santé	10
Annexe	
Études de cas	20
A. Projet de stratégie nationale pour l'aménagement du territoire et l'environnement (Pays-Bas) ...	20
B. Rail Baltica (Estonie)	22
C. Actualisation de la stratégie énergétique de la région de Vysočina pour la période 2017-2042 (Tchéquie)	24
D. Leçons tirées de la pratique : études de cas sur la santé dans l'évaluation stratégique environnementale et l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans la région européenne de l'Organisation mondiale de la Santé.....	25

I. Introduction

1. Le présent document d'information a été demandé par les Parties au Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo), relatif à l'évaluation stratégique environnementale (Convention d'Espoo), sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe (CEE). Il a été initialement élaboré par des consultants en collaboration avec la CEE, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque européenne d'investissement, avec le financement de cette dernière, puis révisé par les Parties au Protocole. Il s'agit d'un document d'information sur l'application du Protocole. Le mandat relatif à l'élaboration de ce document découle du plan de travail portant sur l'application de la Convention et du Protocole s'y rapportant pour la période 2017-2020¹, qui a été adopté par les Parties au Protocole à leur troisième session (Minsk, 13-16 juin 2017).

2. Le présent document vise à aider les Parties et futures Parties au Protocole à traiter de manière efficace et cohérente les impacts sur la santé dans le cadre de l'application pratique l'évaluation stratégique environnementale. Il complète les recommandations formulées dans le *Resource Manual to Support Application of the UNECE Protocol on Strategic Environmental Assessment* (Manuel pratique destiné à appuyer l'application du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale (Manuel pratique))², en particulier dans ses annexes A1.1 et A5.1, élaborées en collaboration avec l'OMS³.

3. Conformément à l'article premier, le Protocole a pour objet d'assurer un degré élevé de protection de l'environnement, y compris de la santé, notamment :

- a) En veillant à ce que les considérations d'environnement, y compris de santé, soient entièrement prises en compte dans l'élaboration des plans et des programmes ;
- b) En contribuant à la prise en considération des préoccupations d'environnement, y compris de santé, dans l'élaboration des politiques et des textes de loi ;
- c) En établissant des procédures claires, transparentes et efficaces d'évaluation stratégique environnementale ;
- d) En assurant la participation du public à l'évaluation stratégique environnementale ;
- e) En intégrant, par ces moyens, les préoccupations d'environnement, y compris de santé, aux mesures et instruments destinés à promouvoir le développement durable.

4. Conformément à l'article 4 du Protocole, une évaluation stratégique environnementale doit être effectuée pour certains plans et programmes susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé. Pour certains plans et programmes, une évaluation stratégique environnementale n'est effectuée que s'il en est ainsi décidé au moyen d'une vérification préliminaire conformément à l'article 5 du Protocole. À l'article 2 (par. 6) du Protocole, l'expression « évaluation stratégique environnementale » est définie comme étant « l'évaluation des effets probables sur l'environnement, y compris sur la santé, qui comprend la délimitation du champ d'un rapport environnemental et son élaboration, la mise en œuvre d'un processus de participation et de consultation du public et la prise en compte du rapport environnemental et des résultats du processus de participation et de consultation du public dans un plan ou programme ». Les effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre des plans et programmes

¹ ECE/MP.EIA/23/Add.1-ECE/MP.EIA/SEA/7/Add.1, décision VII/3–III/3, annexe II, point IV.1.

² Publication des Nations Unies, ECE/MP.EIA/17.

³ Le *Resource Manual to Support Application of the UNECE Protocol on Strategic Environmental Assessment* (Manuel pratique destiné à appuyer l'application du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale (Manuel pratique)) a été initialement élaboré conformément à la décision prise par la première réunion des signataires du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale (Cavtat, Croatie, 1^{er}-4 juin 2004). À sa première session (Genève, 20-23 juin 2011), la Réunion des Parties au Protocole a accueilli avec satisfaction le Manuel pratique, complété par une annexe relative à la santé (ECE/MP.EIA/SEA/2, décision I/3).

adoptés en vertu de l'article 11 du Protocole sont surveillés par chaque Partie conformément à l'article 12 du Protocole.

5. Il est reconnu dans le présent document que l'évaluation stratégique environnementale est appliquée de différentes manières et dans différents contextes, compte tenu des particularités de chaque plan et du contexte dans lequel il est élaboré, et d'une manière raisonnable et proportionnée en ce qui concerne le niveau de couverture sanitaire.

6. Le présent document est axé sur le contexte dans lequel l'évaluation stratégique environnementale est réalisée et dans lequel les questions environnementales clés, y compris la santé, et les solutions de remplacement raisonnables sont déterminées. En outre, la procédure d'évaluation stratégique environnementale et les méthodes et outils appropriés sont présentés tout comme sont précisés des détails sur des questions de santé particulières et des approches permettant de les prendre en compte. Le document se compose des quatre parties principales suivantes :

a) La présente introduction, qui explique la démarche adoptée conformément au Protocole ;

b) Une partie sur les principes de l'intégration de la santé dans l'évaluation stratégique environnementale (dans la continuité de ceux introduits dans le Manuel pratique) ;

c) Une partie sur l'intégration de la santé dans l'évaluation stratégique environnementale dans la pratique ;

d) Une partie sur les études de cas visant la prise en compte de la santé dans l'évaluation stratégique environnementale.

7. Le présent document d'information contient des recommandations non contraignantes en matière de bonnes pratiques et ne crée pas de nouvelles obligations en lien avec le Protocole. Par conséquent, l'évaluation stratégique environnementale, qui inclut la santé comme l'un des biens protégés, reste une évaluation environnementale qui ne doit pas être étendue à une évaluation plus large de la durabilité.

8. Le Protocole est accessible à tous les États Membres de l'ONU.

9. En mars 2023, le Protocole comptait 33 Parties, dont l'Union européenne⁴. L'évaluation stratégique environnementale est actuellement une obligation formelle dans plus de 50 pays (Parties et non Parties au Protocole) et elle est utilisée par les banques de développement et d'autres organisations dans le cadre de leurs procédures de diligence raisonnable.

II. Principes applicables à la prise en compte de la santé dans l'évaluation stratégique environnementale

A. Définition de la santé dans le cadre de l'évaluation stratégique environnementale

10. Lorsque l'on se penche sur la question de la santé dans le cadre de l'évaluation stratégique environnementale, il est important de noter qu'un groupe relativement restreint de problèmes de santé est responsable d'une grande partie de la charge de morbidité en Europe⁵. L'état de l'environnement, y compris la santé, est lié aux différents effets sur l'environnement générés par la circulation routière, l'industrie, la production d'énergie, l'agriculture, la gestion des déchets et d'autres secteurs. Les conséquences de ces effets peuvent être des maladies transmissibles ou non transmissibles.

⁴ Des informations à jour sur l'état de la ratification est disponible à l'adresse https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-4-b&chapter=27&clang=_fr.

⁵ Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Europe, « Health topics », disponible à l'adresse <https://www.who.int/europe/health-topics/>.

11. Les maladies non transmissibles comprennent le diabète, les maladies cardiovasculaires, le cancer, les maladies respiratoires chroniques et les troubles mentaux. Un grand nombre des facteurs qui influent sur ces maladies non transmissibles peuvent être associés à des plans et programmes relevant du Protocole. Cette situation montre à quel point la coopération intersectorielle est importante lorsque des activités visant à réduire la charge de morbidité imputable à des facteurs environnementaux sont menées⁶.

12. La charge de morbidité due aux risques environnementaux est liée à l'environnement et généralement aux facteurs suivants : qualité de l'air, bruit, état des masses d'eau, quantité d'eau potable et qualité de cette dernière, déchets solides et liquides, changements climatiques et biodiversité. Ces questions devraient faire l'objet de consultations avec les autorités sanitaires au cas par cas et être incluses dans le rapport environnemental conformément aux prescriptions bien précises du Protocole (art. 7 et 9). En outre, les mesures permettant de prévenir, de réduire ou d'atténuer tout effet négatif notable des activités prévues sur la santé devraient être recensées et décrites dans le rapport environnemental (annexe IV, par. 7). Les autorités compétentes (art. 9), les organisations et le public (art. 8) doivent être consultés au sujet du rapport environnemental. Les résultats de l'évaluation stratégique environnementale devraient être pris en compte (art. 1^{er} et 11). La déclaration récapitulative devrait décrire la manière dont les considérations d'environnement, y compris de santé, ont été intégrées dans le plan et le programme (art. 11). Dans le cas des consultations transfrontières prévues à l'article 10, toute question de santé liée à l'environnement devrait être examinée, le cas échéant, avec les pays voisins, et les observations reçues doivent être prises en compte par la Partie d'origine.

13. Le Protocole fait explicitement référence à la santé chaque fois que l'expression « effets sur l'environnement » est employée. Aux termes de l'article 2 (par. 7), « [l]'expression "effet sur l'environnement, y compris sur la santé" désigne tout effet sur l'environnement, y compris sur la santé de l'homme, la flore, la faune, la diversité biologique, les sols, le climat, l'air, l'eau, les paysages, les sites naturels, les biens matériels, le patrimoine culturel et l'interaction entre ces facteurs. ». Selon le Protocole, la santé humaine est liée à des facteurs environnementaux.

14. L'OMS suit une démarche plus large en matière de santé. Aux termes du préambule de la Constitution de l'OMS, « [l]a santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité »⁷. Les Parties peuvent décider, sur une base volontaire, d'aller au-delà des prescriptions du Protocole et d'adopter une démarche plus large en matière de santé, dans la mesure où cela est approprié et où le lien avec les facteurs environnementaux n'est pas perdu ou affaibli.

15. La définition de la santé donnée par l'OMS comporte deux parties :

a) La première partie insiste sur le fait que la santé humaine englobe la santé mentale et physique et le bien-être social. La santé peut être affectée par des facteurs environnementaux, sociaux et économiques. Il convient donc d'évaluer à l'avance les incidences possibles sur la santé lors de l'élaboration des plans et des programmes ;

b) La deuxième partie souligne combien il importe d'affronter et de traiter les maladies et les infirmités, mais c'est le rôle du secteur de la santé.

16. Dans le cadre de l'évaluation stratégique environnementale, les effets sur l'environnement, y compris sur la santé, sont évalués compte tenu tant des effets négatifs et que des effets positifs de l'environnement sur la santé.

17. En ce qui concerne la santé, l'évaluation stratégique environnementale peut, selon le type de plan ou de programme, mettre l'accent sur la santé de la population. L'objectif et la portée du plan ou du programme déterminent les types de vulnérabilité de la population liés à la santé qu'il peut être souhaitable de prendre en compte dans une évaluation stratégique

⁶ A. Prüss-Üstün et al., *Preventing disease through healthy environment: A global assessment of the burden of disease from environmental risks* (Genève, OMS, 2016) et OMS, *Healthy Environments for Healthier Populations: Why Do They Matter, and What Can We Do?* (Genève, 2019).

⁷ OMS, *Documents fondamentaux – Quarante-neuvième édition – Comprenant les amendements adoptés jusqu'au 31 mai 2019* (Genève, 2020), p. 1.

environnementale, notamment l'âge, l'état de santé, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que l'exposition à la pollution atmosphérique.

B. Prise en compte de la santé selon les différents contextes de l'évaluation stratégique environnementale

18. Il faut comprendre le contexte dans lequel chaque évaluation stratégique environnementale est menée afin de déterminer la portée de l'évaluation en consultation avec les autorités sanitaires et de définir la manière dont la santé doit être prise en compte. La figure ci-dessous présente les éléments courants qui doivent être pris en considération. Les éléments liés au contexte seront décrits plus en détail plus bas. La structure de l'évaluation stratégique environnementale est ensuite développée dans la section III.

19. Le niveau de détail de l'évaluation est déterminé par la nature et le contenu du plan ou programme concerné. Dans les systèmes de programmation et de planification à plusieurs niveaux (politiques, textes de loi, programmes et plans), on tend à fournir plus de détails géographiques, technologiques et démographiques ultérieurement, par exemple au niveau du plan d'utilisation des terres local⁸. Cette hiérarchisation est cruciale pour décider des solutions de remplacement raisonnables et des questions à prendre en considération et, en fin de compte, de la manière d'intégrer la santé dans l'évaluation stratégique environnementale.

Contexte et structure de l'évaluation stratégique environnementale : éléments à prendre en considération⁹



Abréviation : SEA = ESE, évaluation stratégique environnementale.

Source : Adapté de T. B. Fischer, « Health in SEA », dans *Health in Impact Assessments: Opportunities Not to be Missed*, R. Fehr et al. (éd.) (Copenhague, Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2014), p. 23 à 46.

20. Il est important de déterminer l'échelle du plan évalué et quel devrait être le niveau de détail de l'évaluation concernant les effets probables sur la santé. Par exemple, dans un plan national, l'accent peut être mis sur la santé de la population du pays et il faut prévoir une certaine marge pour différencier les habitants de différentes zones géographiques. En outre, il faudra souvent considérer la possibilité qu'il y ait des effets transfrontières. Dans un plan local, l'accent sera sans doute mis sur la population locale et les différents groupes qui la composent. La possibilité d'effets transfrontières dépend de l'emplacement par rapport à d'autres pays et du type de développement envisagé.

⁸ L'utilisation de la terminologie varie d'un pays à l'autre et (compte tenu des questions abordées) ce qui peut être appelé « programme » dans un pays peut être appelé « plan » dans un autre et vice versa. Dans le présent document, la terminologie utilisée est la même que celle couramment employée dans les publications internationales pertinentes.

⁹ Textes de loi et politiques, dans la mesure où ils sont appropriés.

21. Dans tous les cas, le niveau de détail des effets notables probables sur la santé doit être raisonnable et proportionné au plan ou au programme (et, conformément à l'article 13, dans la mesure appropriée, aux politiques ou aux textes de loi) et à ses solutions de remplacement raisonnables (art. 7 (par. 2)). L'évaluation stratégique environnementale repose en général sur l'utilisation de données existantes, dont la qualité doit être établie.

22. Étant donné la nature stratégique à long terme des plans et des programmes par rapport aux projets, les détails concernant les nouveaux problèmes et les nouvelles priorités en matière de santé sont souvent incertains, mais ils doivent néanmoins être relevés et évalués si cela se justifie.

23. Selon le Manuel pratique, il est indispensable d'acquérir les capacités institutionnelles voulues pour appliquer le Protocole de manière efficace¹⁰. Parmi ces capacités, on citera les connaissances spécialisées de ceux qui réalisent et gèrent l'évaluation (experts qualifiés et compétents), ainsi que les ressources qui permettront de traiter de manière adéquate les questions relevant de l'évaluation stratégique environnementale. La capacité institutionnelle de mener une évaluation avec efficacité dépend de plusieurs choses, parmi lesquelles des éléments politiques, sociaux, culturels et autres, ainsi que de l'état et de la nature du développement économique, des processus et des traditions en matière de prise de décisions.

24. Les rapports sur l'application du Protocole¹¹ sont des outils importants pour bien comprendre et discerner les besoins en matière de capacités et ils devraient être mis à la disposition de ceux qui réalisent les évaluations stratégiques environnementales. En ce qui concerne l'acquisition des capacités institutionnelles nécessaires à la réalisation d'évaluations stratégiques environnementales, l'article 3 (par. 3) du Protocole dispose ce qui suit : « [c]haque Partie accorde la reconnaissance et l'appui voulus aux associations, organisations ou groupes qui œuvrent en faveur de la protection de l'environnement, y compris de la santé, dans le contexte du présent Protocole. ».

25. L'évaluation stratégique environnementale ne sera probablement systématique que s'il existe des prescriptions formelles (juridiques, par exemple) à cet effet. Afin d'évaluer les impacts, il faut disposer d'objectifs et de critères environnementaux, y compris en matière de santé. Souvent, les objectifs propres à un secteur ou à une administration sont établis et définis par la législation nationale et par des directives complémentaires. Si ces objectifs sont souvent utiles, il arrive qu'ils ne fassent apparaître les questions de santé que de manière limitée.

26. Le processus d'évaluation stratégique environnementale est appliqué et adapté en fonction des critères et des traditions géographiques (pays, région) et sectorielles. Par exemple, un plan d'aménagement du territoire n'est généralement pas abordé de la même manière qu'un programme de transport, et ce sont ces différences qui justifient la conception d'évaluations stratégiques environnementales adaptées à chaque situation. De même, l'évaluation des incidences sur la santé devra tenir compte des différentes pratiques sectorielles et des principaux problèmes de santé qui en découlent. Par exemple, les transports ont des effets sur la santé à cause des émissions atmosphériques. Les principaux problèmes de santé liés aux programmes de transport seront donc probablement de nature respiratoire et cardiovasculaire et découleront des émissions. De façon similaire, le choix des lieux d'implantation des plans régionaux d'aménagement du territoire peut avoir influé sur les distances parcourues et sur le choix du mode de transport. Les principaux problèmes de santé devraient être pris en compte lors de la détermination et de l'évaluation des solutions de remplacement.

27. Selon le Manuel pratique, une évaluation stratégique environnementale de bonne qualité doit être réalisée dans un esprit d'équité, d'impartialité et d'équilibre¹². Or les chances d'atteindre cet objectif sont minces lorsqu'une ou plusieurs parties prenantes contrôlent à la fois l'élaboration du plan ou du programme et l'évaluation stratégique environnementale qui y est associée. C'est pourquoi il faut aborder l'intégration des questions de fond avec

¹⁰ Publication des Nations Unies, [ECE/MP.EIA/17](#), chap. B1.2.

¹¹ Commission économique pour l'Europe (CEE), « Review of implementation (national reporting) », disponible à l'adresse http://www.unece.org/env/eia/implementation/review_implementation.html.

¹² Publication des Nations Unies, [ECE/MP.EIA/17](#), p. 164.

prudence. Des intérêts puissants peuvent l'emporter sur les intérêts relatifs à l'environnement, y compris à la santé, que l'évaluation stratégique environnementale vise à protéger.

28. Dans de nombreux pays, les différents niveaux administratifs (national, régional et local) assument des fonctions décisionnelles précises¹³, ce qui peut entraîner l'évaluation de solutions de remplacement pour des plans et programmes à différents niveaux administratifs, selon l'importance des plans et programmes et le secteur concerné. En général, les responsabilités en matière de planification et d'évaluation stratégique environnementale sont prescrites par la législation, le plus souvent au niveau national, fédéral ou régional.

III. L'évaluation stratégique environnementale et la santé dans la pratique

29. Dans la pratique, l'évaluation stratégique environnementale peut être un outil au service d'une amélioration des résultats dans le domaine de la santé.

30. La procédure d'évaluation stratégique environnementale est définie dans les articles 6 à 11 du Protocole. Les étapes de la procédure et les tâches à accomplir sont examinées plus en détail dans la sous-section B « Phase 2 » ci-dessous.

31. Conformément à l'article 2 du Protocole, les facteurs déterminants fondamentaux de la santé à prendre en compte dans l'évaluation stratégique environnementale comprennent les facteurs biophysiques (flore, faune, biodiversité, sols, climat, air, eau), ainsi que les paysages et les sites naturels. Les biens matériels et le patrimoine culturel doivent également être pris en considération. L'interaction entre ces différents facteurs déterminants doit être évaluée.

32. En outre, conformément au Manuel pratique¹⁴, il peut être utile de prendre en compte les facteurs déterminants sociaux et économiques de la santé, si possible, ainsi que les aspects comportementaux ayant un lien avec la santé et le bien-être social.

33. La santé dans l'évaluation stratégique environnementale pose des problèmes d'interprétation et de mise en œuvre. Ces problèmes peuvent tenir au pouvoir relatif des institutions ou des équipes s'occupant de la santé et au niveau de compréhension de la santé des personnes qui participent à l'évaluation stratégique environnementale et dont les connaissances peuvent être lacunaires, par exemple en ce qui concerne les facteurs déterminants non biophysiques¹⁵. En outre, il peut être difficile, sur le plan conceptuel ou pratique, de recenser puis d'intégrer les facteurs déterminants pertinents. L'article 5 (par. 2), l'article 6 (par. 2), et l'article 9 (par. 3) du Protocole prescrivent de consulter les autorités responsables de l'environnement et de la santé. Toutefois, des initiatives de renforcement des capacités à plus large échelle peuvent être particulièrement utiles en raison des différents niveaux de compréhension et d'expérience des autorités sanitaires en matière d'évaluation stratégique environnementale ainsi que des autorités chargées de l'environnement et de la planification en ce qui concerne les questions de santé étudiées dans l'évaluation.

A Phase 1 : Comprendre l'objectif d'un plan ou d'un programme

34. Pour intégrer efficacement la santé dans l'évaluation stratégique environnementale, il est essentiel d'avoir une compréhension claire de l'objectif du plan ou du programme

¹³ Examens de l'application du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale. Disponibles à l'adresse <https://unece.org/environment-policy/environmental-assessment/review-implementation-national-reporting>.

¹⁴ Publication des Nations Unies, ECE/MP.EIA/17, annexe A1.1.

¹⁵ Selon l'OMS, de nombreux facteurs se combinent pour influencer sur la santé des individus et des communautés. La santé d'une personne dépend de sa situation et de son environnement. Voir OMS, « Determinants of health », 3 février 2017, Questions and Answers, disponibles à l'adresse <http://www.who.int/news-room/questions-and-answers/item/determinants-of-health>.

concerné ; c'est ainsi que l'on peut déterminer les points à évaluer, y compris en matière de santé¹⁶.

35. On voit dans le tableau 1 ci-dessous quelques-uns des points qui peuvent être traités à différents niveaux de décision, en prenant pour exemple les secteurs des transports et de l'énergie. Ces points peuvent être abordés au moyen de questions posées dans le cadre d'évaluations stratégiques environnementales connexes. Toutes les questions présentées ici jouent un rôle important dans un système décisionnel à plusieurs niveaux.

Tableau 1

Questions à poser dans une évaluation stratégique environnementale à différents niveaux¹⁷

<i>Niveau</i>	<i>Questions posées dans l'évaluation stratégique environnementale</i>
Politiques ou textes de loi en matière d'énergie et de transport (à évaluer dans la mesure appropriée, conformément à l'article 13)	<p>Quels sont les effets d'un plan relatif à l'énergie et/ou aux transports sur la santé humaine en termes de pollution atmosphérique et de bruit ? Dans quelle mesure les considérations relatives à la ville circulaire/intelligente ont-elles été introduites dans un plan d'écologisation ? La mobilité électrique, des zones sans voiture, des zones cyclables et des restrictions de la circulation dans certaines zones en fonction de leurs habitants ont-elles été prévues ? L'état de l'environnement a-t-il été évalué et des données sont-elles disponibles avant l'élaboration d'un nouveau plan ? Pour les plans énergétiques en particulier, les effets ont-ils été étudiés de manière approfondie en termes d'émissions et de déchets solides et liquides ?</p> <p>De quelle manière les infrastructures de l'énergie ou des transports ou leur utilisation, telles qu'elles existent aujourd'hui, favorisent-elles la santé ?</p> <p>Quelles sont les principales difficultés rencontrées avec l'approche actuelle lorsqu'on tente de maintenir ou d'améliorer les niveaux de santé ?</p> <p>Sur le plan de la santé, quels avantages (ou quels risques) y aurait-il à modifier des infrastructures de l'énergie ou des transports ou leur utilisation ?</p> <p>Quelles sont les meilleures options pour la santé et quelle transition ou combinaison serait réaliste ?</p>
Plans relatifs à l'énergie et/ou aux transports	<p>Quelles sont les infrastructures des transports et de l'énergie dont l'utilisation donne les meilleurs résultats en matière de santé et lesquelles sont les moins préjudiciables ?</p> <p>Sur quoi portent les arbitrages dans le domaine de la santé (par exemple, en ce qui concerne l'artificialisation des sols) ?</p>
Programmes relatifs à l'énergie et/ou aux transports	<p>Quels programmes de développement d'infrastructures devraient être prioritaires, compte tenu non seulement des coûts et des avantages (par exemple, par rapport à l'affectation des fonds à des activités axées sur l'amélioration de la santé), mais aussi de leurs effets positifs et négatifs sur la santé ?</p>

¹⁶ Généralement au cours de la phase de délimitation du champ de l'évaluation.

¹⁷ Les modalités diffèrent selon les pays et les systèmes.

Niveau	Questions posées dans l'évaluation stratégique environnementale
Projets (soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement)¹⁸	Quels sont les effets environnementaux, sociaux et économiques sur la santé de projets déterminés, et comment les éviter, les atténuer ou les renforcer ?

Source : Adapté de Thomas B. Fischer, *The Theory and Practice of Strategic Environmental Assessment: Towards a More Systematic Approach* (Londres, Routledge, 2007).

B. Phase 2 : Réaliser une évaluation stratégique environnementale tenant compte de la santé

1. Lier l'évaluation à l'élaboration du plan et du programme

36. La procédure d'évaluation stratégique environnementale devrait être à la base de l'élaboration du plan ou du programme. En fonction des prescriptions et du contexte, il est parfois possible d'intégrer complètement les deux processus. Les évaluations stratégiques environnementales sont généralement dirigées par une autorité publique¹⁹, qui peut faire appel à des experts extérieurs pour établir les rapports correspondants. Le rôle des autorités sanitaires dans les évaluations stratégiques environnementales sera probablement axé sur l'examen et l'évaluation des incidences sur la santé déterminées au cours des évaluations elles-mêmes et, dans la mesure du possible, à les atténuer et à les contrôler.

37. Conformément à l'article 7 (par. 2) du Protocole, le paragraphe 1 de l'annexe IV du Protocole prévoit que le rapport environnemental énonce les objectifs principaux du plan ou du programme (dans la mesure où cela peut être raisonnablement exigé). Cette obligation est distincte de celle énoncée au paragraphe 5 de la même annexe IV, qui prescrit de répertorier les objectifs établis au niveau international, national ou autre.

38. Le Manuel pratique présente quelques méthodes et outils analytiques et participatifs²⁰ couramment utilisés pour l'évaluation stratégique environnementale, notamment :

a) Pour les plans et programmes qui inaugurent des utilisations particulières des sols ou les projets dans lesquels il est facile de déterminer des chaînes causales :

- i) Applicabilité générale : listes de contrôle, matrices d'impact, réseaux d'impact, modèles prédictifs, comparaisons de cas et jugements collectifs d'experts ;
- ii) Plans d'aménagement du territoire ou d'occupation des sols, de transports et d'infrastructures énergétiques particuliers à un site : superposition de cartes et systèmes d'information géographique ;
- iii) Programmes de transport et d'énergie : analyse du cycle de vie et analyse multicritères ;

b) Pour les plans et programmes dont les effets sont plus indirects et généralisés, y compris, par exemple, les parties des plans d'aménagement du territoire ou d'occupation des sols, de transports et d'infrastructures énergétiques qui sont orientées vers l'action ou qui sont prospectives :

- i) Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces ;
- ii) Élaboration de scénarios²¹ ;

¹⁸ Pour que l'évaluation stratégique environnementale soit efficace, il est essentiel de savoir quelles sont les questions à évaluer et quelles sont celles qui sont traitées ailleurs. C'est pourquoi le niveau du projet est inclus ici.

¹⁹ Publication des Nations Unies, [ECE/MP.EIA/17](#), chap. A1.4.

²⁰ *Ibid.*, chap. A.5.

²¹ Voir, par exemple, Sonja Kahlmeier et coll., *Health Economic Assessment Tool (HEAT) for Walking and for Cycling: Methods and User Guide on Physical Activity, Air Pollution, Injuries and Carbon Impact Assessments* (Copenhague, Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2017).

- iii) Matrices de conflits et de synergies ;
- iv) Arbres de décision ;
- v) Analyse des tendances et extrapolation ;
- vi) Modélisation de simulation ;
- vii) Évaluation comparée des risques.

39. Il existe d'autres outils qui sont utilisés spécialement et systématiquement pour évaluer les incidences sur la santé. Ils sont d'application générale et comprennent, par exemple, les listes de contrôle des risques sanitaires, les évaluations qualitatives et quantitatives des risques, les enquêtes sur la perception des risques sanitaires et les méthodes d'évaluation rapide des risques et incidences en matière de santé²². La conception d'une évaluation de la santé humaine et d'autres aspects dans le cadre d'une évaluation stratégique environnementale dépend du type de plan ou de programme, de son niveau de détail, de l'étape de la prise de décisions et de la disponibilité des données.

40. Conformément à l'article 4 du Protocole, une évaluation stratégique environnementale sera requise pour certains plans et programmes susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé. Pour certains plans et programmes (tels que définis à l'article 4 (par. 3 et 4), une évaluation stratégique environnementale ne doit être effectuée que s'il en est ainsi décidé au moyen d'une vérification préliminaire (voir également le paragraphe 4 ci-dessus). Dans le cadre de la « vérification préliminaire » (art. 5 (par. 1)), chaque Partie décidera si les plans et programmes particuliers visés à l'article 4 (par. 3 et 4) sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé. Il peut être procédé « soit à un examen au cas par cas, soit à une spécification des types de plans et programmes, soit encore en combinant ces deux démarches ». Le résultat serait la détermination de la question de savoir si, par la suite, une nouvelle procédure d'évaluation stratégique environnementale sera menée. Dans ce contexte, l'article 5 (par. 2) dispose que les autorités responsables de l'environnement et de la santé (voir l'article 9 (par. 1)) doivent être consultées. L'annexe III du Protocole donne des indications sur les critères à utiliser pour évaluer l'importance des effets possibles. Il s'agit, par exemple, de déterminer : [les considérations de santé promouvant un développement durable ;] les problèmes de santé ; les risques pour la santé ; la probabilité, la durée, la fréquence, le caractère réversible ou non, l'ampleur et l'étendue des effets sur la santé. La nature transversale de la santé implique qu'elle est liée à de nombreux autres thèmes pris en compte dans l'évaluation stratégique environnementale. Toutefois, dans la pratique, il est rare que la santé soit la seule raison invoquée pour déterminer la question de savoir si un plan ou un programme doit faire l'objet d'une évaluation stratégique environnementale.

41. La vérification préliminaire de l'évaluation stratégique environnementale (voir le paragraphe 40 ci-dessus) peut servir à favoriser une compréhension proportionnée de la relation entre un plan ou un programme et les déterminants environnementaux de la santé pertinents. Les critères pris en compte pour décider s'il y a lieu de procéder ultérieurement à une évaluation stratégique environnementale devraient inclure les considérations de santé appropriées, ainsi que les critères environnementaux utilisés (y compris les critères liés à la santé), tels qu'ils sont définis à l'annexe III du Protocole.

42. L'article 12 (par. 1) stipule que les effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre d'un plan ou d'un programme devraient faire l'objet d'un suivi. L'article 12 (par. 2) prévoit que les résultats des activités de suivi doivent aussi être communiqués aux autorités sanitaires conformément à la législation nationale. Les bonnes pratiques de suivi peuvent comprendre les éléments suivants :

- a) Contrôle du respect des points énoncés dans l'évaluation stratégique environnementale et le plan ou le programme correspondant ;

²² Voir, par exemple, Wales Health Impact Assessment Support Unit, « Health Impact Assessment: A Practical Guide » (sans lieu ni date de publication). Disponible à l'adresse <https://phwwhocc.co.uk/wp-content/uploads/2020/07/Health-Impact-Assessment-A-Practical-guide.pdf>.

- b) Évaluation de la conformité des effets réels avec ce qui était envisagé ;
- c) Mesures correctives en cas d'effets négatifs imprévus ;
- d) Diffusion des documents de suivi.

43. Le cas échéant, il est utile de fixer certaines modalités de suivi, dans lesquelles les mesures, les responsabilités, les délais et les prescriptions en matière de notification sont clairement définis. Le suivi comporte des aspects techniques et institutionnels liés aux dispositions institutionnelles relatives à l'évaluation stratégique environnementale en général (voir le paragraphe 28 ci-dessus).

44. Les aspects techniques de la conception des dispositifs de suivi sont liés aux moyens de suivre l'évolution de la santé. Les étapes peuvent comprendre la définition de la population (ou des populations) à surveiller et celle des objectifs du suivi²³. Des indicateurs de santé publique courants peuvent être utilisés lorsqu'ils sont disponibles et appropriés. Il n'est pas recommandé d'élaborer des dispositifs de suivi sanitaire sur mesure, à moins que le plan ou le programme lui-même ait des effets notables particuliers sur l'environnement, y compris sur la santé, qui ne sont pas pris en compte ailleurs. De manière générale, l'intégration dans les autres mesures de suivi (et d'audit) existantes ou prévues est importante. Conformément à l'article 12 (par. 1), il est recommandé de définir des mesures de gestion adaptatives, telles que des dispositions visant à réviser le plan ou le programme, dans les cas où le suivi permet de mettre au jour des effets notables imprévus sur la santé, par exemple, ceux de certains projets présentés dans le cadre du plan ou du programme.

45. Les aspects institutionnels de la conception des dispositifs de suivi peuvent comprendre la désignation du personnel chargé des activités associées, y compris les activités intersectorielles au sein de l'administration et les relations de celle-ci avec l'extérieur²⁴. Certaines étapes pertinentes dans le contexte d'une évaluation stratégique environnementale sont examinées ci-dessous.

2. Délimitation du champ de l'évaluation

46. L'article 6 du Protocole décrit l'étape de la délimitation du champ de l'évaluation, qui permet de déterminer les informations à inclure dans le rapport sur l'environnement, conformément à l'article 7 (par. 2). Cette étape vise à déterminer les effets notables possibles sur l'environnement, y compris sur la santé, qui doivent être évalués, et à donner un aperçu des solutions de remplacement raisonnables possibles pour le plan ou le programme, dans la mesure où cela est approprié. Dans ce contexte, l'article 6 (par. 2) prévoit la consultation des autorités responsables de la santé visées à l'article 9 (par. 1). Dans la pratique, les décisions relatives à la délimitation du champ de l'évaluation peuvent être réexaminées lorsque de nouveaux éléments d'information apparaissent. Cette étape peut donc avoir un caractère itératif.

47. Une méthode propre à établir l'importance potentielle des effets pourrait déjà être définie lors de la délimitation du champ de l'évaluation, et être utilisée ensuite d'une manière cohérente dans l'ensemble du rapport environnemental afin que les résultats soient transparents, reproductibles et comparables. Il existe une méthode classique et simple : celle de la matrice de sensibilité qui permet de mesurer la sensibilité de l'environnement par rapport à la gamme des effets attendus. Il est généralement indispensable de recueillir l'avis de professionnels pour déterminer l'importance probable des effets sur la santé.

48. Les autorités de santé publique peuvent contribuer à la détermination des principaux effets sur la santé. Dans cette perspective, il est possible de fournir des recommandations concernant le niveau de détail des informations à inclure dans le rapport environnemental. Conformément à l'article 6, il est nécessaire à cette fin de consulter les autorités responsables de l'environnement et de la santé.

²³ M. Douglas et coll. (éd.). *Health Impact Assessment of Transport Initiatives: A Guide* (Édimbourg, National Health Service Health Scotland/Medical Research Council Social and Public Health Sciences Unit/Institute of Occupational Medicine, 2007).

²⁴ OMS, « Health in all policies (HiAP) framework for country action », *Health Promotion International*, vol. 29, n° S1 (juin 2014), p. i19 à i28.

49. Dans une évaluation stratégique environnementale, il peut être utile de faire une simple analyse de compatibilité, fondée sur l'avis d'experts, des objectifs et des critères utilisés pour évaluer l'importance des effets. Si des incohérences sont constatées, il peut être problématique d'intégrer dans l'évaluation des questions touchant à des dimensions différentes de la santé (par exemple, biophysiques, sociales ou comportementales). Une analyse de compatibilité permet de constater ce qui suit :

a) L'intégration des questions peut renforcer les retombées bénéfiques sur la santé. Par exemple, il est reconnu que les mesures des pouvoirs publics visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ont des effets positifs sur la santé publique : le fait de brûler moins de combustibles fossiles et l'amélioration de la qualité de l'air qui en résulte entraînent une diminution du nombre des maladies chroniques et des coûts de santé associés et, partant, des avantages économiques²⁵ ;

b) Néanmoins, dans le cas où les objectifs ne sont pas compatibles, l'intégration des questions représentant différentes dimensions de la santé semble difficile à réaliser. Par exemple, un objectif de protection de la biodiversité ou du patrimoine culturel peut se concrétiser par des restrictions à l'utilisation des espaces verts ou bleus pour l'activité physique et l'accès à la nature, qui sont tous deux bénéfiques pour la santé physique et mentale ;

c) Des arbitrages sont également possibles au sein d'une population. En fait, un objectif économique peut être de réduire les risques de santé de la population active grâce à de meilleurs emplois, mais cet objectif peut entraîner une augmentation des émissions nocives et aggraver ainsi les risques pour la santé des enfants, des personnes fragiles et des personnes âgées.

50. En ce qui concerne l'obligation de consulter les autorités responsables de la santé, l'administration publique ou l'organisme national, régional ou local chargé de la santé publique peut informer l'équipe ou les experts chargés de l'évaluation stratégique environnementale et le promoteur du plan ou du programme des conséquences potentielles sur la santé, intentionnelles ou non.

51. De manière générale, il est de bonne pratique d'établir, le plus tôt possible, les rôles et les responsabilités de ceux qui doivent être approchés dans les différents secteurs et administrations, par exemple dans les domaines de la santé, des transports, de l'énergie et de l'aménagement du territoire.

52. Le tableau 2 ci-dessous présente une liste indicative des facteurs déterminants de la santé qu'il est recommandé, le cas échéant, d'examiner au moment de la délimitation du champ de l'évaluation.

Tableau 2

Exemples de facteurs déterminants de la santé

Veillez indiquer si les effets environnementaux du plan ou du programme entraîneront des changements dans les :

Oui/Non Liens/mesures

Inégalités en matière de santé

Inégalités en matière de santé entre groupes de population

Inégalités en matière de santé entre zones géographiques

Modes de vie sains

Possibilités de modes de vie et d'activités de loisirs sains

Nutrition

Communautés (sûreté et cohésion)

²⁵ Andy Haines et coll., « Public health benefits of strategies to reduce greenhouse-gas emissions: Overview and implications for policymakers », *The Lancet*, vol. 347, n° 9707 (19 décembre 2009), p. 2104 à 2114.

Veillez indiquer si les effets environnementaux du plan
ou du programme entraîneront des changements dans les :

Oui/Non Liens/mesures

Logements, bâtiments et voies de communication

Pauvreté, exclusion sociale et criminalité

Conditions socioéconomiques

Éducation

Emploi (et qualité de l'emploi)

Conditions environnementales

Qualité de l'air

Eau

Déchets solides et liquides

Sols

Bruits et vibrations

Services de santé et d'aide sociale

Accès aux activités et services de santé et d'aide sociale

Sécurité et santé au travail

Source : Adapté de J. Nowacki, *The Integration of health into environmental assessment – with a special focus on strategic environmental assessment*, thèse de doctorat, Université de Bielefeld, Allemagne (Copenhague, Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2018).

53. L'examen d'un modèle simple de liaison source-voies-récepteurs peut éclairer et justifier le processus de recensement des principaux facteurs déterminants de la santé pertinents pour les conséquences prévues (et non prévues) d'un plan ou d'un programme²⁶. Cette méthode est appropriée dans les situations où le changement prévu (source), les voies d'impact et la population réceptrice (récepteur) sont clairement définis.

54. Il peut toutefois exister des cas dans lesquels la méthode source-voies-récepteurs n'est pas applicable, en particulier lorsque les niveaux de complexité et d'incertitude sont élevés. Dans ces situations, une méthode fondée sur le cadre « forces motrices, pressions, état, exposition, effets, mesures », telle que présentée ci-dessous, peut être préférable.

Cadre « forces motrices, pressions, état, exposition, effets, mesures »

55. La méthode fondée sur le cadre « forces motrices, pressions, état, exposition, effets, mesures »²⁷ permet d'établir la relation entre les effets sur la santé et d'autres facteurs existant dans la société. Elle permet de montrer la manière dont un plan ou programme (et, le cas échéant, les politiques et les textes de loi, conformément à l'article 13 du Protocole) se traduit par des effets sur la santé d'une communauté ou d'une population. C'est également un outil simple à utiliser par un évaluateur ou dans le cadre d'un atelier pour élaborer une voie (ou carte conceptuelle) suivant laquelle des changements affectant les facteurs déterminants

²⁶ Le modèle de liaison source-voies-récepteurs permet d'évaluer les conséquences environnementales et autres sur les populations humaines. Il a d'abord été décrit dans l'ouvrage de M. W. Holdgate, *A Perspective of Environmental Pollution* (Cambridge, Cambridge University Press, 1979).

²⁷ Yasmin von Schirmding, *Health in Sustainable Development Planning: The Role of Indicators* (Genève, OMS, 2002) ; et D. Briggs, C. Corvalán et M. Nurminen (éd.) « Linkage methods for environment and health analysis: General guidelines », rapport du projet Health and Environment Analysis for Decision-making (HEADLAMP), n° WHO/EHG/95.26 (Genève, Programme des Nations Unies pour l'environnement/Agence des États-Unis de protection de l'environnement/OMS, 1996).

de la santé (voir le tableau 2 ci-dessus) peuvent entraîner des changements des effets sur la santé. On peut aussi l'utiliser pour détecter les changements potentiels en matière de santé et pour cerner des mesures d'atténuation.

56. Les forces motrices d'un plan ou d'un programme peuvent par exemple comprendre la croissance démographique, le développement économique et les progrès techniques d'un pays, d'une région ou d'une localité. La pression (cause principale des impacts) peut être exercée par les modes de production et de consommation et par les rejets de déchets et les émissions polluantes qui y sont associés. Afin de mieux comprendre les effets, il est important d'apprendre à connaître, entre autres choses, l'état de la santé de la population et des ressources naturelles, ainsi que les risques naturels et les niveaux de pollution existants. L'exposition à des risques pour la santé doit ensuite être prise en compte (par exemple, la capacité d'absorption ainsi que les doses ou le niveau de stress acceptables). Ceux-ci peuvent se traduire par des effets sur la santé (en ce qui concerne le bien-être, la morbidité et la mortalité).

57. On trouvera présentées dans le tableau 3 ci-dessous les modalités d'utilisation du cadre. En décrivant les contenus pertinents du plan ou du programme pour chaque étape du cadre, on peut produire un aperçu utile des impacts et des perspectives possibles, ainsi que des moyens d'atténuer les effets négatifs.

Tableau 3

Utilisation du cadre « forces motrices, pressions, état, exposition, effets, mesures »

<i>Étape</i>	<i>Description</i>
Forces motrices	<p>À l'échelle macroéconomique, plusieurs facteurs ont, à terme, des conséquences sur la santé humaine, par exemple :</p> <p>L'économie mondiale, nationale, régionale et locale aura un impact indirect sur la santé humaine par les effets qu'elle a sur le niveau et la répartition des revenus.</p> <p>Les changements climatiques entraîneront un accroissement du risque de phénomènes météorologiques extrêmes, qui auront des effets à court, à moyen et à long terme sur la santé physique et mentale.</p> <p>L'évolution démographique aura des répercussions directes et indirectes sur la santé et le bien-être, car elle entraînera une modification de l'âge de la main-d'œuvre et de la structure de l'emploi telle que les gens devront travailler jusqu'à un âge plus avancé et qu'un effectif de travailleurs réduit devra subvenir aux besoins d'un nombre accru d'inactifs.</p>
Pressions	<p>Les facteurs susmentionnés entraînent des pressions sur l'environnement social, économique et physique. Les pressions s'exercent sur tous les secteurs d'activité économique, par exemple les transports, l'énergie, le logement, l'agriculture, l'industrie et le tourisme. Ces pressions se manifestent notamment par des changements dans les conditions de vie, la qualité des infrastructures et la pauvreté des revenus.</p>
État	<p>L'état (la qualité) de l'environnement social, économique et physique subit les effets des différentes pressions qui peuvent être négatives ou positives. Certains changements peuvent être complexes et étendus, comme la pollution de tout un environnement marin ou le renforcement d'une économie régionale, tandis que d'autres peuvent être plus localisés, par exemple la contamination d'un approvisionnement local en eau ou des effets limités à une économie locale.</p>
Exposition	<p>Même lorsque l'état de l'environnement subit des effets importants, ce n'est que lorsque les personnes sont effectivement exposées à un état particulier que ces effets entraînent des conséquences sur leur santé et leur bien-être, qu'elles soient positives ou négatives. De nombreux facteurs déterminent, par exemple, l'exposition d'un individu à la pollution de l'environnement. Les niveaux de pollution varient d'un endroit à l'autre et dans le temps, et les activités et comportements des personnes peuvent influencer sur l'importance de leur contact avec l'environnement. De même, en cas de ralentissement économique, toutes les couches de la société ne sont pas touchées.</p>

<i>Étape</i>	<i>Description</i>
Effets	Lorsqu'une personne a été exposée à un danger, les effets sur la santé peuvent varier en type, en intensité et en ampleur, selon le type de danger, le niveau d'exposition et d'autres facteurs. Les effets néfastes sur la santé des expositions environnementales peuvent être aigus, et se produire relativement peu de temps après l'exposition (en raison d'une seule dose importante due à un accident ou à un déversement, par exemple), ou ils peuvent être chroniques, et se produire à la suite d'expositions cumulées dans le temps. Une longue période peut s'écouler entre l'exposition initiale et l'apparition de l'effet néfaste sur la santé, par exemple entre l'exposition à l'amiante et le mésothéliome, ou entre l'exposition aux rayonnements et la leucémie. La dispersion progressive de la population à risque et une longue période d'incubation rendent difficile la reconstitution des expositions, de sorte que les effets aigus sur la santé sont souvent plus faciles à détecter que les effets chroniques, qui peuvent être difficiles à relier à des dangers ou à des sources en particulier.
Mesures	Les méthodes de contrôle et de prévention des risques sanitaires axées sur les dangers d'origine humaine sont utiles dans la mesure où elles traitent de problèmes auxquels il est possible de remédier, en tenant dûment compte de l'incertitude qui existe quant à l'ampleur des risques pour la santé humaine associés à certains agents environnementaux ou, plus généralement, au processus de développement. Diverses mesures peuvent ainsi être prises, en fonction de la nature des risques, de leur contrôlabilité, de la compréhension et de l'attitude du public à l'égard des risques.

Source : Adapté de Schirmding, *Health in Sustainable Development Planning*, chap. 7.

58. Le cadre « forces motrices, pressions, état, exposition, effets, mesures » favorise une méthode d'évaluation qui considère la santé au sens large par l'intermédiaire de ses facteurs déterminants et de leur distribution parmi les populations touchées.

59. Les effets potentiels sur la santé d'initiatives semblables peuvent influencer sur les décisions en matière de plans et de programmes, par exemple la construction de multiples plateformes en mer alimentant diverses installations à terre géographiquement dispersées (avec des implications pour la santé dans les ports). L'analyse associée devrait également porter sur d'autres activités de développement menées dans la même région, non liées au projet, mais connexes – par exemple les infrastructures de transport, écoles et marchés et autres –, car celles-ci aussi sont importantes et peuvent affecter (même indirectement) les facteurs déterminants de la santé²⁸.

60. Le Protocole ne prévoit pas expressément de rapport sur la délimitation du champ de l'évaluation, mais, dans la pratique, il est utile d'en établir un.

61. En cas d'incertitude (et cela doit être clairement indiqué), la question peut être éclairée par les publications scientifiques ou les parties prenantes de la santé publique.

62. Il est important de trouver une approche équilibrée et de garantir une évaluation raisonnable. Lors de la délimitation du champ de l'évaluation, il faudrait privilégier les questions pertinentes, afin de ne pas rendre l'évaluation de la santé trop complexe. D'autre part, il est important de traiter de manière adéquate les effets notables. Il est donc d'une importance capitale de déterminer, lors de la délimitation du champ de l'évaluation, les effets qui sont susceptibles d'être « notables ».

63. L'évaluation de l'importance des effets est réalisée lors de l'évaluation approfondie des effets et de leur notification. Les critères généraux et la manière dont ils sont utilisés pour évaluer l'importance des effets doivent être communs à tous les effets évalués dans le cadre de l'évaluation stratégique environnementale. Les différents types d'effets pris en compte dans l'évaluation comprennent les effets directs et indirects, secondaires, cumulatifs,

²⁸ Association internationale de l'industrie pétrolière pour la conservation de l'environnement/International Association of Oil and Gas Producers, « Health Impact Assessment: A Guide for the Oil and Gas Industry », Rapport n° 548 (sans lieu ni date de publication).

synergiques, les effets à court, à moyen et à long terme, les effets permanents et temporaires, positifs et négatifs (voir l'annexe IV (par. 6) du Protocole).

64. L'évaluation de l'importance des effets est fondée sur les objectifs en matière de santé et les normes qui leur sont associées. Toutefois, le respect d'un seuil n'équivaut pas nécessairement à l'absence d'effets sur la santé.

3. Rapport environnemental

65. L'article 7 (par. 1) du Protocole prévoit qu'un « rapport environnemental » doit être élaboré pour les plans et programmes qui doivent faire l'objet d'une évaluation stratégique environnementale. L'article 7 (par. 2) stipule que ce rapport détermine, décrit et évalue, conformément à la délimitation du champ effectuée au titre de l'article 6, les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre du plan ou du programme et des solutions de remplacement raisonnables. Le rapport comprend les informations spécifiées à l'annexe IV du Protocole qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu :

- a) Des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes ;
- b) Du contenu et du degré de précision du plan ou du programme et de l'état d'avancement du processus décisionnel ;
- c) De l'intérêt du public ;
- d) Des besoins d'information de l'organe décisionnaire.

66. L'annexe IV décrit les informations à fournir dans le rapport environnemental. Les informations sont liées à des questions environnementales, y compris des questions de santé. Selon la délimitation du champ de l'évaluation, les aspects sanitaires peuvent être pertinents en fonction des besoins d'information, par exemple pour décrire la situation ou les problèmes existants. Pour évaluer les aspects liés à la santé, y compris leur importance, il est utile de rechercher un avis professionnel particulier au contexte concerné sur ce qui est important, souhaitable ou acceptable en ce qui concerne les changements en matière de santé de la population qui sont susceptibles d'être déclenchés par le plan ou le programme. L'importance des effets peut être étayée par les publications scientifiques et les priorités nationales en matière de santé. L'acceptabilité (ou la désirabilité) peut être éclairée par les seuils réglementaires ou la politique nationale pour la configuration concernée. L'importance pour la santé peut également être exprimée en termes de sensibilité et d'ampleur.

67. Dans le rapport environnemental, il peut être utile d'expliquer pourquoi certaines questions ont été mises en évidence ou sont décrites plus en détail que d'autres, par exemple en ce qui concerne les objectifs environnementaux (internationaux, nationaux ou infranationaux), y compris en matière de santé, qui sont pertinents pour le plan ou le programme ou pour l'environnement de référence. Il peut aussi être utile d'expliquer les raisons pour lesquelles les solutions de remplacement décrites ont été retenues. L'article 7 (par. 3) fait obligation aux Parties de veiller à ce que les rapports environnementaux aient la qualité voulue pour satisfaire aux prescriptions du Protocole. Un aspect des rapports pourrait porter sur l'adéquation des solutions de remplacement et leur évaluation. En règle générale, le niveau de détail de l'évaluation doit correspondre au niveau de détail du plan ou du programme.

68. Le Manuel pratique²⁹ suggère que la meilleure option environnementale praticable peut être examinée dans l'évaluation stratégique environnementale chaque fois que cela est possible et approprié. En outre, l'évolution de l'environnement, y compris en matière de santé, en l'absence du plan ou du programme doit être présentée (option 0). Il est important de noter que les solutions de remplacement ne doivent pas être inventées dans le seul but d'appuyer l'élaboration et la sélection d'une solution de remplacement préférée préconçue. Dans ce contexte, la consultation des autorités sanitaires ainsi que la participation du public peuvent aussi appuyer une évaluation raisonnable des solutions de remplacement.

²⁹ Publication des Nations Unies, [ECE/MP.EIA/17](#), p. 102.

69. Le rapport environnemental doit décrire les mesures de prévention, de réduction et d'atténuation des effets négatifs notables. D'un point de vue sanitaire, il est recommandé de prévoir de manière adéquate des mesures d'atténuation des effets sur la santé et d'éventuelles mesures de compensation. En ce qui concerne les liaisons source-voies-récepteurs examinées lors de la délimitation du champ de l'évaluation (voir les paragraphes 53 et 54 ci-dessus), il peut être utile de recenser les principales possibilités d'intervention lorsqu'une voie mène à des effets négatifs et de soutenir les voies qui mènent à des effets bénéfiques.

70. Les critères (ou questions guides) concernant l'évaluation des solutions de remplacement peuvent être divers et ne sont donc pas énoncés ici de manière prescriptive. Selon les résultats de la délimitation du champ de l'évaluation, les facteurs déterminants présentés dans le tableau 2 ci-dessus peuvent être examinés plus avant dans le cadre de l'évaluation. S'il n'y a pas d'arbitrage important entre l'environnement et la santé, il peut être utile d'examiner les effets positifs sur la santé des solutions de remplacement à évaluer [par exemple : réduire les inégalités en matière de santé ; promouvoir des modes de vie sains ; améliorer les conditions socioéconomiques pour permettre aux gens de s'épanouir ; améliorer l'accès à des soins de santé et à une aide sociale de bonne qualité].

4. Participation du public

71. Il est expliqué à l'article 8 (par. 1) ce que doit comprendre la participation du public. Il est important qu'elle ait lieu « de manière effective, en temps voulu et le plus tôt possible » lorsque toutes les solutions de remplacement pour les plans et programmes à prendre en compte dans l'évaluation stratégique environnementale sont encore envisageables. Le fait que la participation du public a lieu le plus tôt possible peut permettre d'éviter que les promoteurs d'un plan ne s'investissent trop dans une solution unique et de réduire au minimum la nécessité de modifier le plan.

72. Une participation ouverte et équitable du public peut contribuer à résoudre d'éventuels conflits d'intérêts, notamment en établissant des valeurs publiques et en les prenant en compte lors de l'examen des solutions de remplacement. L'appui du public aux décisions relatives aux plans et aux programmes peut augmenter, sur la base de décisions reflétant les attentes et les préférences. Des solutions acceptables pour le public peuvent à la fois réduire les coûts des plans et des programmes en contribuant à éviter les retards et à promouvoir un meilleur bien-être mental et social.

73. La participation effective du public est fondée sur les principes de bonne gouvernance. Outre un droit général de participation, la transparence (art. 3 (par. 1)) et la responsabilité dans le processus d'élaboration des plans ou des programmes sont d'une importance capitale.

5. Consultation des autorités responsables de l'environnement et de la santé

74. À l'article 9 (par. 1) du Protocole, il est exigé des Parties qu'elles désignent les autorités responsables de l'environnement et de la santé qui seront consultées sur les projets de plans ou de programmes et les rapports sur l'environnement. Conformément au Protocole, les responsabilités en matière de santé humaine peuvent incomber à différentes autorités. Les autorités qui ont des responsabilités en matière de santé et qui sont concernées par l'application du plan ou du programme doivent être consultées. À l'article 9 (par. 3), il est exigé que les autorités sanitaires aient « de manière effective, en temps voulu et le plus tôt possible, la possibilité de donner leur avis ». À l'article 10 sont décrites les consultations transfrontières prescrites lorsqu'un plan ou un programme est susceptible d'avoir des effets transfrontières notables sur la santé.

75. Tant que persistent une séparation des fonctions entre professions et un manque de compréhension entre elles, il est peu probable que l'évaluation stratégique environnementale améliore la prise en compte de la santé dans la planification³⁰. La coopération intersectorielle est donc importante, mais peut être difficile.

³⁰ Alan Bond, Ben Cave et Rob Ballantyne, « Who plans for health improvement? SEA, HIA and the separation of spatial planning and health planning », *Environmental Impact Assessment Review*, vol. 42 (septembre 2013), p. 67 à 73.

76. Les organisations qui détiennent des données pertinentes en matière d'environnement et de santé doivent être prises en compte. La connaissance de la région et des priorités fixées en matière d'environnement et de santé est d'une importance cruciale. L'accès aux parties prenantes est essentiel pour l'aspect consultatif de l'évaluation, ainsi que pour une plus large diffusion des informations et des connaissances sur le plan ou le programme.

77. L'une des difficultés à surmonter est le fait que les autorités de santé publique peuvent manquer de compétences en matière d'évaluation stratégique environnementale ou ne pas connaître la procédure.

78. Un principe central du présent document d'information est que les autorités chargées de l'évaluation stratégique environnementale doivent inviter les autorités sanitaires à leur faire part de leurs observations, en raison des dispositions expresses relatives à la consultation des autorités sanitaires énoncées, par exemple, dans les articles 5 (Vérification préliminaire), 6 (Délimitation du champ de l'évaluation), 9 (Consultation des autorités responsables de l'environnement et de la santé) et 10 (Consultations transfrontières). La mise en place d'accords de travail conjoints entre les administrations de la santé et les administrations d'autres secteurs essentiels (par exemple, développement régional et aménagement du territoire) peut assurer une compréhension commune des évaluations stratégiques environnementales à venir et la coordination des contributions, y compris en matière de santé, à ces évaluations.

6. Prise des décisions

79. L'article 11 (par. 2) dispose que, lors de la prise d'une décision sur un plan ou un programme, il doit être fourni une déclaration résumant la manière dont les considérations d'environnement, y compris de santé, y ont été intégrées. Y doivent être incluses les réponses aux consultations des autorités chargées de l'environnement et de la santé ainsi que du public. Parvenir à ce que les aspects sanitaires influencent efficacement le processus décisionnel est donc un objectif important de toute évaluation stratégique environnementale.

80. L'inclusion de la santé dans le rapport environnemental peut permettre aux décideurs d'être clairs sur les effets notables probables sur la santé découlant du plan ou du programme et de ses solutions de remplacement. Il est recommandé d'indiquer clairement et explicitement tout effet potentiel sur la santé et de suivre, dans la mesure du possible, une démarche gagnant-gagnant. Il peut s'agir d'inégalités géographiques ou d'inégalités entre la population générale et des groupes de population plus vulnérables (par exemple, en raison de l'âge, du sexe, d'un mauvais état de santé ou du statut socioéconomique).

Annexe

Études de cas¹

A. Projet de stratégie nationale pour l'aménagement du territoire et l'environnement (Pays-Bas)

Étude de cas basée sur l'exposé présenté par Brigit Staatsen, Institut national de santé publique et de l'environnement (Pays-Bas)

1. Projet de stratégie nationale pour l'aménagement du territoire et l'environnement

1. Le projet de stratégie nationale pour l'aménagement du territoire et l'environnement² offre une perspective durable pour l'environnement vivant (bâti et naturel). Cela permettra au Gouvernement néerlandais de relever les principaux défis, tout en apportant une valeur ajoutée grâce à une démarche nationale et régionale. Le projet de stratégie nationale a été élaboré en consultation avec les ministères responsables, les municipalités, les provinces et les autorités responsables de l'eau, avec la contribution de conseils consultatifs, de centres de connaissances, du secteur privé, d'organisations de la société civile et de simples citoyens.

2. Le projet de stratégie nationale présente une vision à long terme jusqu'en 2050. Les intérêts fixés par le Gouvernement sont organisés en quatre groupes prioritaires : 1) les espaces concernés par les changements climatiques et la transition énergétique ; 2) le potentiel de croissance économique durable ; 3) des villes et des régions fortes et saines ; 4) le développement durable des zones rurales. Le projet de stratégie nationale vise à créer un cadre de vie qui protège et favorise la santé. Cette vision intégrée est le résultat du rôle actif joué par diverses parties, dont le Ministère de la santé.

2. Évaluation stratégique environnementale du projet de stratégie nationale

3. Le projet de stratégie nationale a fait l'objet d'une évaluation stratégique environnementale, au cours de laquelle ont été évalués les opportunités et les risques pour le cadre de vie physique ainsi que les effets sur l'environnement des choix politiques énoncés dans la stratégie. L'évaluation a porté sur la manière dont différentes fonctions convergent dans l'espace physique du cadre de vie, entrent en concurrence pour l'occuper et exercent des effets sur lui. Un appel est lancé en faveur d'une démarche cohésive et intégrée (à l'échelle nationale) qui dépasse les limites de chaque secteur. Outre le projet de stratégie nationale, pour certains intérêts plus particuliers, des choix ont été faits et fixés dans divers documents de stratégie structurelle, mémorandums, autres documents politiques et accords administratifs. Cette réalité a été prise en compte dans l'évaluation stratégique environnementale, qui a permis de répertorier les opportunités et les risques des choix politiques. Dans plusieurs cas, il a été conclu que les risques appelaient des mesures supplémentaires, pouvant inclure des choix politiques nationaux, des stratégies et des mesures de mise en œuvre pour des domaines déterminés (environnement, mobilité, transport aérien, nature, santé) et d'autres domaines (particuliers à un champ ou un secteur).

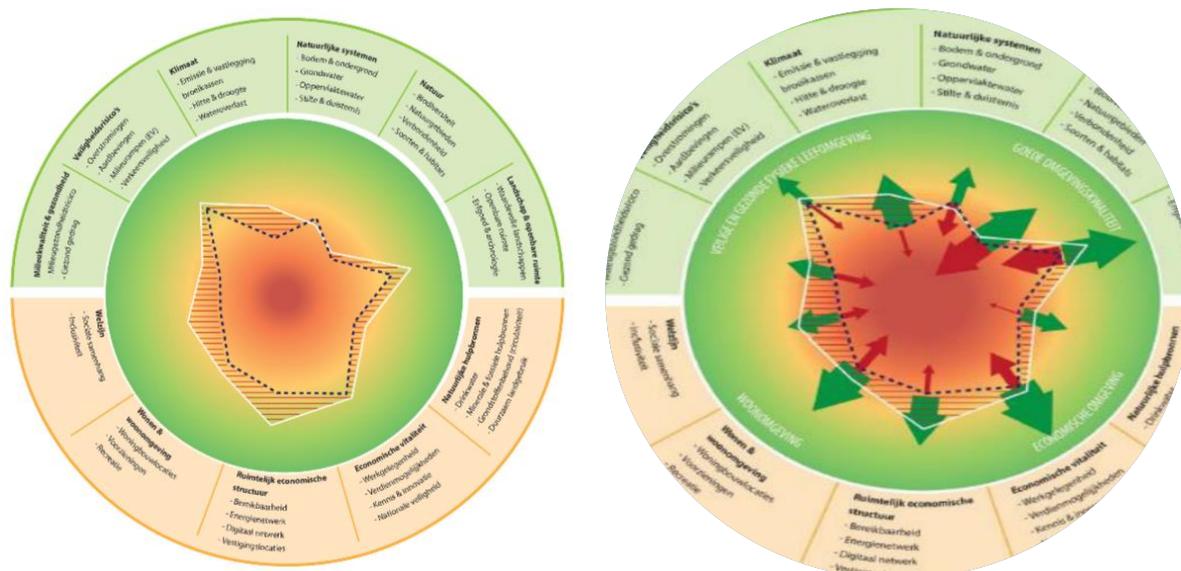
¹ Les études de cas sont basées sur les exposés présentés lors de la huitième réunion du Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement et de l'évaluation stratégique environnementale (Genève, 26-28 novembre 2019). Les exposés sont disponibles à l'adresse <http://www.unece.org/index.php?id=50466>.

² Pays-Bas, Ministère de l'intérieur et des relations au sein du Royaume, *Draft national strategy on spatial planning and the environment: A sustainable perspective for our living environment* (La Haye, 2019). Disponible à l'adresse <http://www.ontwerpnovi.nl/translations+draft+novi+and+sea/handlerdownloadfiles.ashx?idnv=1419958>.

3. Comment la santé a-t-elle été intégrée ?

4. Une évaluation des indicateurs de santé (d'aujourd'hui à 2030) a été réalisée ; elle a permis de conclure que des risques sanitaires tels que le bruit et la pollution de l'air allaient augmenter. Dans certains cas, les comportements sains pourraient augmenter, mais non dans d'autres. Les risques pour la santé augmenteraient en raison de la hausse des températures (associée à un changement climatique). La cohésion sociale s'affaiblirait et l'inclusion et la participation dans la société diminueraient. Une « roue d'évaluation » (voir figure ci-dessous) a été élaborée pour montrer, dans un diagramme unique, comment se combine l'ensemble des risques et des possibilités. Il a été conclu que les possibilités en matière de santé l'emportaient sur les risques.

Roue d'évaluation montrant comment se combinent les risques et les opportunités en matière de santé



Source : V. Maronier et coll., *Milieueffectrapport Nationale Omgevingsvisie* (Royal Haskoning DHV, 2019), p. 11 et 15. Disponible à l'adresse www.denationaleomgevingsvisie.nl/publicaties/novistukken+publicaties/default.aspx#folder=1451327 (en néerlandais seulement).

Note : Les flèches vertes indiquent une direction d'évolution potentielle positive ; les flèches rouges indiquent une direction d'évolution potentielle négative en ce qui concerne une série d'aspects de la durabilité.

4. Conclusion

5. La qualité de l'environnement est sous pression. Les risques pour la santé liés aux changements climatiques augmenteront si aucune mesure d'atténuation et d'adaptation supplémentaire n'est adoptée. Si une stratégie intégrée comporte à la fois des opportunités et des risques, il est également nécessaire d'élaborer des mesures et décisions supplémentaires dans les domaines « vulnérables » : santé, bien-être, nature et certaines politiques propres aux régions.

6. Les ministres concernés partagent la responsabilité des programmes issus de la stratégie nationale. Le ministère à qui la responsabilité initiale a été confiée dirige le processus. La stratégie nationale ne modifie pas les tâches et les responsabilités des différents ministres et membres du Gouvernement. L'approche programmatique et la mise en œuvre pratique seront fondées sur les opportunités et les risques recensés dans l'évaluation stratégique environnementale. Le dialogue avec et entre les parties prenantes ne s'arrêtera pas à la publication de la stratégie nationale, mais restera un processus ouvert dont la consultation publique constitue une partie intrinsèque.

5. La santé dans l'évaluation stratégique environnementale et les étapes futures

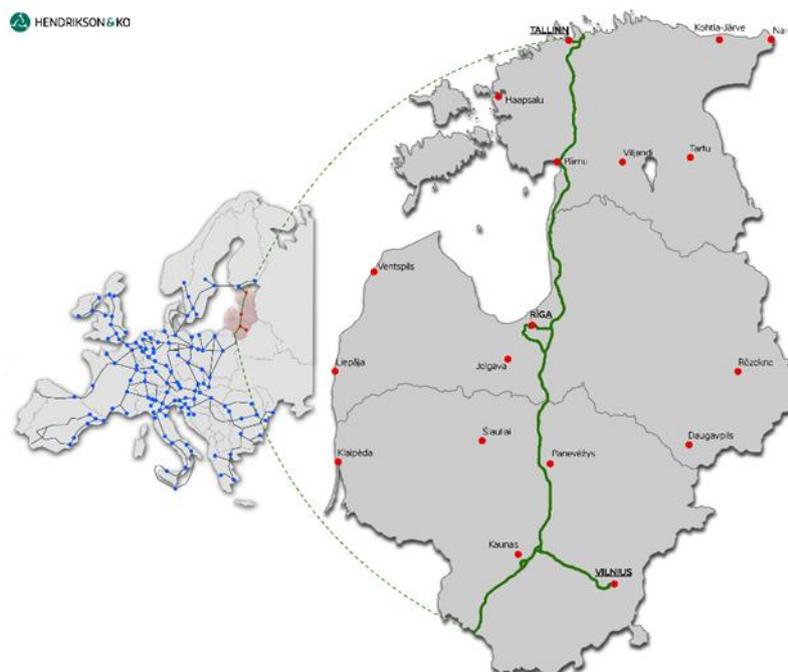
7. Les éléments facilitateurs ont été les suivants :
- Présence d'un « ambassadeur » auprès des ministères pour attirer l'attention sur la santé ;
 - Existence d'objectifs en matière de santé dans la législation environnementale ;
 - Prise en compte de la santé et du bien-être dans la roue d'évaluation ;
 - Intérêt du Ministère de la santé pour la prévention ;
 - Collaboration avec un réseau d'experts de la santé et de la planification et avec un réseau de professionnels de la santé environnementale qui ont apporté leur contribution.
8. Les étapes futures : un groupe de travail interministériel a été créé pour faire perdurer l'attention portée aux thèmes vulnérables dans la stratégie nationale finale et les plans régionaux.

B. Rail Baltica (Estonie)

Étude de cas fondée sur l'exposé de Heikki Kalle, Institut estonien de l'environnement

9. Rail Baltica est un projet d'infrastructure de transport ferroviaire à grande vitesse et d'électrification, d'une longueur de 700 kilomètres, visant à intégrer les États baltes au réseau ferroviaire européen. Le projet comprend cinq pays de l'Union européenne : Estonie, Finlande (indirectement), Lettonie, Lituanie et Pologne. Il reliera Helsinki, Tallinn, Pärnu (Estonie), Riga, Panevežys (Lituanie), Kaunas (Lituanie), Vilnius et Varsovie. La partie balte du projet Rail Baltica est appelée « projet global Rail Baltica ».

Carte indiquant le parcours du projet global Rail Baltica



Source : Hendrikson et Ko, 2020.

10. Des évaluations de l'impact sur l'environnement ont été réalisées en Lettonie et en Lituanie. En Estonie, une évaluation stratégique environnementale pour environ 200 kilomètres de l'itinéraire ferroviaire a été effectuée entre 2012 et 2018 et une étude de faisabilité a été réalisée en 2010. La santé humaine a été prise en compte dans le cadre de

l'évaluation stratégique environnementale en raison de la législation estonienne en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement et d'aménagement du territoire.

11. L'évaluation stratégique environnementale comportait trois niveaux : niveau de l'État, niveau régional et niveau local. Le tableau ci-dessous indique que l'évaluation au niveau global (étatique) suivait une méthode axée sur les objectifs, tandis qu'aux niveaux régional et local, elle était axée sur la situation de départ.

12. Une série de facteurs déterminants de la santé ont été pris en compte, notamment : le climat (émissions de gaz à effet de serre), la qualité des eaux souterraines et de surface, le bruit, les vibrations, la qualité de l'air, les rayonnements électromagnétiques, les accidents, l'identité et le développement des communautés locales, l'accessibilité et l'effet visuel.

La santé dans les différents niveaux de l'évaluation stratégique environnementale

Niveau	Démarche dominante	Principaux facteurs déterminants de la santé	Résultats en matière de santé
Niveau de l'État	Axée sur des objectifs	Qualité de l'air, émissions de gaz à effet de serre, inondations	Changements principalement positifs grâce au passage à une forme de mobilité plus durable
Niveau régional	Axée sur la situation de départ	Accessibilité	Positifs, s'ils sont correctement appuyés par la planification
Niveau local	Axée sur la situation de départ	Bruit, vibrations, rayonnement électromagnétique (phase opérationnelle), qualité de l'air (poussière en phase de construction)	Négatifs, s'ils ne sont pas correctement atténués

13. Le Conseil estonien de la santé et le Conseil estonien de la sécurité civile ont émis des avis officiels sur le rapport environnemental. Au début, il a été difficile de trouver un terrain d'entente entre les autorités régionales et les autorités de santé publique : les spécialistes de la santé publique n'étaient pas familiarisés avec l'évaluation stratégique environnementale et étaient davantage axés sur l'échelle locale. Toutefois, les considérations de santé régionale en matière d'accessibilité ont été intégrées dans la discussion. Par exemple, l'accès des communautés aux zones de loisirs et aux services liés à la santé a été examiné.

14. Des thèmes liés à la santé ont également été abordés avec le Conseil estonien de l'environnement, notamment en ce qui concernait l'effet sur les eaux de surface du lac Ülemiste – la principale source d'approvisionnement en eau de Tallinn. Le Ministère de la défense s'est également dit préoccupé par la sécurité de la circulation des trains à proximité d'une zone d'entraînement militaire.

15. L'approche par objectifs n'a pas été pleinement utilisée. L'évaluation a permis de déterminer des données spatiales sur les facteurs de risque, tels que les facteurs déterminants de la santé décrits dans le tableau ci-dessus, mais il a été difficile de déterminer des données spatiales sur les indicateurs de santé.

16. L'équipe d'évaluation a réfléchi à l'évaluation stratégique environnementale et a conclu que :

- L'évaluation stratégique environnementale pouvait et devait communiquer les effets positifs ;
- Des objectifs sanitaires à l'échelle de l'État et de la région permettaient aux autorités sanitaires de participer à l'évaluation et à la planification stratégiques environnementales au niveau de l'État et de la région ;
- Il était important d'organiser l'évaluation en fonction des échelles spatiales et temporelles ;

- Il était nécessaire de disposer de données spatiales reliant les facteurs déterminants de la santé, les indicateurs de santé, les facteurs de risque et les résultats en matière de santé ;
- Il était nécessaire d'assurer la formation croisée des experts en évaluation stratégique environnementale et des experts en santé publique ;
- De bonnes lignes directrices étaient nécessaires en ce qui concernait la santé dans l'évaluation stratégique environnementale et dans l'évaluation de l'impact sur l'environnement.

C. Actualisation de la stratégie énergétique de la région de Vysočina pour la période 2017-2042 (Tchéquie)

Étude de cas fondée sur l'exposé de Jaroslav Volf, Hôpital universitaire d'Ostrava (Tchéquie), et de Helena Kazmarová, Institut national de santé publique (Tchéquie)

17. Une évaluation de l'impact sur la santé a été réalisée parallèlement à l'évaluation stratégique environnementale de la stratégie énergétique de la région de Vysočina pour la période 2017-2042. Les objectifs de la stratégie énergétique régionale sont les suivants :

- Renforcer la sécurité et la fiabilité de l'approvisionnement énergétique ;
- Améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'énergie ;
- Promouvoir le développement durable.

18. Les deux processus d'évaluation ont été lancés simultanément. Les éléments qui ont servi de base à la stratégie régionale et à l'évaluation comprenaient : des données sur toutes les sources d'énergie électrique et de chaleur, y compris l'emplacement, la capacité, le type de combustible et l'utilisation des réserves ; des informations détaillées sur la consommation présente d'électricité et de chaleur ; des informations sur les prévisions de consommation d'énergie et les possibilités de production d'énergie renouvelable. Les moyens d'améliorer l'utilisation de la chaleur résiduelle de la centrale nucléaire de Dukovany ont également été examinés.

19. La stratégie régionale a été évaluée par rapport aux principes de développement territorial de la région de Vysočina et à une série de documents stratégiques régionaux et d'études thématiques, notamment des documents sur l'éducation, l'enseignement et la sensibilisation à l'environnement et la stratégie de protection de l'environnement de la région de Vysočina. Certains des plans et programmes pris en compte étaient axés sur certaines sous-régions et portaient sur des thèmes tels que la planification des bassins hydrographiques et l'amélioration de la qualité de l'air. Les documents stratégiques utilisés comprenaient des publications régionales, nationales et internationales.

20. Les effets sur la santé publique de la stratégie régionale ont été évalués en référence à l'annexe 9 de la loi sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement, le processus étant particulièrement centré sur les questions de bruit et de pollution de l'air. Les questions traitées par l'évaluation, qui ont été en partie déterminées par ce cadre juridique, ont compris :

- Le recensement des propositions ;
- Le niveau de détail des informations ;
- La portée de la stratégie régionale ;
- La détermination de la population touchée ;
- Le calendrier de l'évaluation ;
- Le nombre et le type des réunions qui seraient organisées.

21. L'évaluation des incidences sur la santé a été orientée vers la santé environnementale (pollution physique et chimique, pollution de l'air et de l'eau, bruit), mais a également pris en compte les facteurs déterminants de la santé d'ordre social et économique (emploi, éducation, salaires).

22. L'évaluation a révélé des effets positifs sur les facteurs déterminants sociaux et économiques, par exemple en ce qui concernait l'enseignement supérieur, l'augmentation des revenus pour les travailleurs et l'élargissement des possibilités de bénéficier de mesures compensatoires, en particulier dans la zone de planification d'urgence. Les effets négatifs suivants ont été notés : la crainte d'un accident nucléaire ; les préoccupations concernant l'exposition à long terme aux radiations de la centrale nucléaire ; l'exposition professionnelle aux radiations et la perception de risques potentiels liés à la planification familiale. La sensibilité des emplacements d'autres sources d'énergie électrique et de chaleur et l'utilisation du potentiel de la centrale nucléaire ont été jugées importantes pour la protection de l'environnement.

23. L'évaluation de l'effet sur la santé de la stratégie régionale a abouti aux conclusions suivantes :

- Un approvisionnement énergétique fiable pour la population est important pour garantir la satisfaction des besoins fondamentaux en vue du maintien d'un bon état de santé (chaleur, lumière, microclimat, mode de refroidissement, étendue des services de santé, sécurité de la connexion de communication) ;
- Les objectifs de la stratégie régionale – accroître la sécurité et la fiabilité de l'approvisionnement énergétique, améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'énergie et assurer un développement durable – sont bénéfiques pour la santé humaine.

D. Leçons tirées de la pratique : études de cas sur la santé dans l'évaluation stratégique environnementale et l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans la région européenne de l'Organisation mondiale de la Santé

24. Davantage d'études de cas relatives à la prise en compte de la santé dans l'évaluation stratégique environnementale (et dans l'évaluation de l'impact sur l'environnement) ont été examinées et mises à disposition par le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe³.

³ Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Europe/Université de Liverpool, *Learning from Practice: Case Studies of Health in Strategic Environmental Assessment and Environmental Impact Assessment across the WHO European Region* (Copenhague, Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2022).